



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1995/952
17 novembre 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR LA FORCE DES NATIONS UNIES CHARGÉE D'OBSERVER LE DÉGAGEMENT

Pour la période allant du 17 mai 1995 au 17 novembre 1995

I. INTRODUCTION

1. Le présent rapport rend compte des activités menées par la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD) depuis mon rapport précédent, qui était daté du 17 mai 1995 (S/1995/398).
2. Le mandat de la FNUOD a été établi par le Conseil de sécurité dans sa résolution 350 (1974) et prorogé ensuite par diverses résolutions, dont la plus récente est la résolution 996 (1995) du 30 mai 1995. Les fonctions et les tâches de la FNUOD ainsi que les principes directeurs régissant son action sont exposés dans le rapport du Secrétaire général daté du 27 novembre 1974 (S/11563, par. 8 à 10).

II. ACTIVITÉS DE LA FORCE

3. Pendant la période considérée, le cessez-le-feu a été respecté dans le secteur Israël-Syrie et la situation est restée calme dans la zone d'opérations de la Force.
4. La FNUOD a continué de surveiller la zone de séparation afin de s'assurer qu'aucune force militaire n'y est présente. Cette surveillance a été menée, comme précédemment, à partir de positions et de postes d'observation occupés en permanence et au moyen de patrouilles à pied et de patrouilles motorisées qui parcourent nuit et jour, à intervalles irréguliers, des itinéraires préétablis. De plus, des avant-postes temporaires ont été établis et des patrouilles supplémentaires ont été effectuées de temps à autre selon les besoins. La FNUOD a aussi continué d'effectuer toutes les deux semaines des inspections des armements et des forces dans les zones de limitation. Des officiers de liaison de la partie concernée ont accompagné les équipes d'inspection. Comme par le passé, les deux parties ont continué l'une et l'autre de refuser aux équipes d'inspection l'accès à certaines de leurs positions et d'imposer des restrictions à la liberté de mouvement de la FNUOD.
5. Le commandant de la Force et son état-major ont maintenu des contacts étroits avec les officiers de liaison d'Israël et de la République arabe

syrienne. Les deux parties ont coopéré avec la Force à l'exécution de ses tâches.

6. La FNUOD a mis des moyens à la disposition du Comité international de la Croix-Rouge pour faciliter le transport du courrier et le passage de personnes à travers la zone de séparation. Elle a fourni sur demande, dans la limite de ses moyens, des soins médicaux à la population locale.

III. QUESTIONS D'ORGANISATION

7. Au mois de novembre 1995, la Force était composée de 1 038 militaires fournis par l'Autriche, le Canada et la Pologne (respectivement 463, 216 et 359), ainsi que de quatre observateurs militaires des Nations Unies détachés de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST). En outre, 84 observateurs du Groupe d'observateurs du Golan ont aidé la FNUOD. On trouvera ci-joint une carte indiquant la zone d'opérations et le déploiement de la Force.

8. Le commandant de la Force est toujours le général de division Johannes C. Kusters, des Pays-Bas.

IV. ASPECTS FINANCIERS

9. Par sa résolution 49/225 du 23 décembre 1994, l'Assemblée générale a notamment autorisé le Secrétaire général à engager mensuellement des dépenses pour la Force jusqu'à concurrence d'un montant brut de 2 677 583 dollars (soit un montant net de 2 594 000 dollars) pour la période de six mois allant du 1er juin au 30 novembre 1995. L'Assemblée générale devra prendre à sa cinquantième session des dispositions en ce qui concerne les périodes postérieures au 30 novembre 1995, au cas où le Conseil déciderait de proroger le mandat de la Force au-delà de cette date.

10. Au 31 octobre 1995, les contributions non acquittées au compte spécial de la FNUOD s'élevaient à 64,6 millions de dollars. Le montant total des contributions non acquittées au titre de toutes les opérations de maintien de la paix s'élevait à 2,2 milliards de dollars.

V. APPLICATION DE LA RÉOLUTION 338 (1973) DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

11. Lorsqu'il a décidé, par sa résolution 996 (1995) du 30 mai 1995, de proroger le mandat de la FNUOD pour une nouvelle période de six mois, le Conseil de sécurité a également demandé aux parties intéressées d'appliquer immédiatement sa résolution 338 (1973) et a prié le Secrétaire général de lui soumettre, à la fin de cette période, un rapport sur l'évolution de la situation et sur les mesures prises pour appliquer cette résolution.

12. La recherche d'un règlement pacifique au Moyen-Orient et, en particulier, les efforts déployés à divers niveaux pour assurer l'application de la résolution 338 (1973) du Conseil de sécurité font l'objet d'un rapport sur la situation au Moyen-Orient (A/50/547) que j'ai présenté en application des résolutions 49/87 A et B de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1994.

/...

VI. OBSERVATIONS

13. La FNUOD, qui a été créée en mai 1974 pour contrôler l'application du cessez-le-feu demandé par le Conseil de sécurité et celle de l'accord sur le dégagement des forces israéliennes et syriennes, en date du 31 mai 1974, a continué de remplir efficacement ses fonctions, avec la coopération des parties. La situation dans le secteur Israël-Syrie est demeurée calme et il n'y a pas eu d'incidents graves.

14. Il n'en reste pas moins que la situation au Moyen-Orient demeure potentiellement dangereuse et risque de le rester tant que l'on ne sera pas parvenu à un règlement global couvrant tous les aspects du problème du Moyen-Orient. J'espère que tous les intéressés s'efforceront résolument de s'attaquer au problème sous tous ses aspects, en vue d'arriver à un règlement de paix juste et durable, comme le Conseil de sécurité l'a demandé dans sa résolution 338 (1973).

15. Dans ces conditions, je considère qu'il est essentiel de maintenir la présence de la FNUOD dans la région. Je recommande donc au Conseil de sécurité de proroger le mandat de la Force pour une nouvelle période de six mois, jusqu'au 31 mai 1996. Le Gouvernement de la République arabe syrienne a donné son assentiment à la prorogation proposée et le Gouvernement israélien a lui aussi exprimé son accord.

16. En faisant cette recommandation, je dois de nouveau appeler l'attention sur le grave déficit du financement de la Force. Actuellement, les contributions non acquittées sont de l'ordre de 64,6 millions de dollars. Cette somme, qui équivaut à deux fois le budget annuel de la Force, est en fait due aux États Membres qui lui fournissent ses contingents. Je demande instamment à tous les États Membres de verser leurs contributions rapidement et intégralement et de payer tous les arriérés qu'ils pourraient avoir.

17. En conclusion, je tiens à rendre hommage au général Johannes C. Kusters, ainsi qu'aux hommes et aux femmes placés sous ses ordres. Tous s'acquittent avec dévouement et efficacité des tâches importantes que le Conseil de sécurité leur a confiées. Je saisis aussi cette occasion pour remercier les gouvernements qui fournissent des contingents à la FNUOD et ceux qui offrent les services des observateurs militaires de l'ONUST affectés à la Force.
